

aveu, il mentait aux Chambres sur l'origine de l'argent qui a servi à acheter la *Patrie*.

Foi! Vérité! Est-ce bien la vertu que pratiquaient ceux qui trompaient à la fois ce pauvre Chapleau et les vieux libéraux.

Paix et Prospérité! Nous en avons un peu, mais, en vérité, le gouvernement peut-il s'attribuer le moindre mérite sur ce point? Au contraire, l'honorable Wilfrid Laurier ne déclarait-il pas au temps des conservateurs, — alors qu'il y avait aussi de bonnes années, — que les taxes excessives prélevées par le gouvernement enlevaient au peuple une partie de la prospérité qu'il ne devait qu'à des causes naturelles. Et cette politique injuste qu'il condamnait si sévèrement, ne la suit-il pas lui-même aujourd'hui?

En quoi les impôts ont-ils été réduits?

Quels sont les articles nécessaires à la vie de l'ouvrier dont les prix ont été réduits par la révision du tarif?

Mais il fallait à Joseph-Israel de l'argent pour ses affaires. Il fallait de grandes entreprises pour permettre au beau-père Gauthier et au cousin Robillard de toucher leur petite commission.

Et voilà pourquoi on inflige aux libéraux sincères, à ceux qui ont lutté pour le triomphe des principes, la honte de voir tous ces principes reniés ouvertement par les ministres qu'ils ont portés au pouvoir.

Mais comment l'honorable Wilfrid Laurier a-t-il pu accepter une médaille pour services rendus "à la cause du libre échange," quand il connaît mieux que personne la conduite de ses collègues? Il est vrai qu'un des ministres actuels disait un jour: "Laurier ne comprend rien dans la question du tarif." Pourtant avant les élections il s'en était expliqué bien claire-

ment et il ne peut avoir oublié ses promesses, ni celles de ses amis. Ce n'était pas des promesses vagues ni susceptibles d'une double interprétation comme les déclarations sur la sempiternelle question des écoles, et ceux qui y ont cru, c'est-à-dire l'électorat libéral, sont en droit de se demander aujourd'hui quelle sorte d'hommes sont les ministres.

Prenons par exemple le sucre. A-t-on assez crié avant les élections contre les monopoleurs, "la combine" des sucriers, qui s'enrichissaient des sueurs du peuple et qui allaient ensuite se bâtir des châteaux en Ecosse.

On cria si fort, l'opinion publique se fit si bien comprendre, qu'un jour M. Foster se vit forcé de réduire la taxe sur le sucre. Mais l'hon. Wilfrid Laurier et ses amis ne furent pas satisfaits. Il fallait une plus grande réduction.

Le farouche M. Charlton déclarait que le tarif réduit allait mettre \$1,500,000 par an dans la poche des raffineurs et M. McMullen et M. Mills renchérisaient sur ces dires.

Mais il y a plus. L'honorable Wilfrid Laurier lui-même s'expliquait bien précisément à ce sujet dans son grand discours programme du Windsor Hall. Il racontait l'aventure des raffineurs anglais qui étaient allés trouver Lord Salisbury pour se plaindre de la concurrence que leur faisaient les sucriers allemands. Le premier ministre de la Grande-Bretagne avait répondu: "— Vous me dites que vu les subventions données par le gouvernement allemand aux exportateurs de sucre de ce pays, le sucre allemand est vendu au peuple anglais à un prix au-dessous du coût de revient. Si tel est le cas je ne vois pas que le peuple anglais ait droit de se plaindre beaucoup."